

Questions orales

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le premier ministre a pris bien soin de communiquer tous les renseignements à ses homologues provinciaux. Lors de sept ou huit réunions, pendant sept ou huit heures, il leur a présenté des rapports ultradétaillés sur ces négociations et il compte le faire à nouveau lors de la prochaine réunion des premiers ministres.

Si vous le permettez, j'aimerais répondre à la remarque personnelle du chef du Nouveau parti démocratique en disant que le charme ne suffit pas et il en est d'ailleurs lui-même la preuve vivante.

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DU NORD DE L'ONTARIO

LES POSTES ENCORE À COMBLER AU SEIN DU CONSEIL CONSULTATIF

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Elle fait suite à une réponse qui a été donnée hier à la Chambre au sujet du programme de développement régional du nord de l'Ontario baptisé FEDNOR.

Selon la réponse que le ministre a donnée hier, il reste quatre nominations à faire au conseil consultatif du FEDNOR.

● (1430)

Une voix: Aucun de vos amis n'y sera nommé.

M. Penner: Aucun de mes amis n'y sera nommé, dit le député. C'est précisément ce que je voulais demander, monsieur le Président.

M. Blackburn (Brant): Des amis des hautes sphères.

Des voix: Oh, oh!

M. Penner: Je voudrais savoir si l'on nommera à ces quatre postes restants des représentants de la communauté autochtone du nord de l'Ontario, des syndicats et, pourquoi pas, de la circonscription de Cochrane—Supérieur?

Dans sa réponse, le ministre peut-il nous dire s'il est absolument indispensable d'avoir une carte du parti conservateur pour poser sa candidature à ces postes? Si c'est le cas, il n'y aura pas beaucoup de candidats.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) et ministre d'État (Affaires indiennes et du Nord canadien)): Monsieur le Président, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a déjà répondu hier à cette question. Voici ce qu'il a dit:

En comblant les quatre derniers postes vacants, nous tâcherons d'en compléter la composition de manière qu'elle reflète vraiment les réalités sociales, ethniques et culturelles du nord de l'Ontario.

M. Penner: Monsieur le Président, si l'on avait répondu à cette question hier, je ne l'aurais pas de nouveau posée aujourd'hui. Nous n'avons pas obtenu de réponse hier. La réponse que nous avons obtenue était très vague et très floue et c'est pourquoi je repose la question aujourd'hui.

LES PERSONNES DEMANDANT À PARTICIPER AU PROGRAMME—L'AFFILIATION POLITIQUE

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Je voudrais poser une autre question sur le même sujet, monsieur le Président. De nombreuses personnes qui songent à présenter une demande dans le cadre de ce programme de développement régional se demandent s'il faut être membre du parti progressiste conservateur pour obtenir une décision favorable d'un comité consultatif composé presque exclusivement de conservateurs?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) et ministre d'État (Affaires indiennes et du Nord canadien)): Monsieur le Président, quiconque se donne la peine d'examiner les faits comprendra la situation. Le député parle du développement économique des autochtones. Dans la région de l'Ontario, nous avons approuvé 49 projets d'une valeur de 60 millions de dollars. Notre gouvernement l'a fait dans le cadre du Programme de développement économique des autochtones.

Si le député se donne la peine de vérifier auprès de ceux qui ont présenté une demande, il constatera qu'aucune de ces personnes n'a été questionnée quant à son affiliation politique.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LES AUDIENCES DU COMITÉ À VANCOUVER

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre du Commerce extérieur. La ministre n'ignore pas que des audiences ont eu lieu hier à Vancouver pour une province qui compte 3 millions d'habitants. Par définition, les gens de l'Île de Vancouver ont été exclus de ces audiences. Les gens du nord et du centre de la Colombie-Britannique, de la région de Kootenay et même de la haute vallée du Fraser en ont tous été exclus.

A titre de députée représentant la Colombie-Britannique, est-ce que la ministre est d'avis qu'il est satisfaisant, dans une province de 3 millions d'habitants dont l'économie est très diversifiée, d'entendre une poignée de citoyens dans une seule ville? Est-ce que cela rend justice à la démocratie?